Envoyé en préfecture le 22/05/2024
Reçu en préfecture le 22/05/2024
Publié le
ID : 035-200070688-20240312-2024_45-DE

DEPARTEMENT D'ILLE-ET-VILAINE
ARRONDISSEMENT DE FOUGERES - VITRE

COUESNON MARCHES DE BRETAGNE
Parc d'Activités Coglais St Eustache
ST ETIENNE EN COGLES - 35460 MAEN ROCH
☎ 02.99.97.71.80

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Nombre de délégués :
En exercice : 39
Votants : 34
Présents : 29
Absents représentés : 5

Date de la convocation : 5 mars 2024
Date d'affichage : 5 mars 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le douze mars à dix-huit heures trente, les membres du Conseil Communautaire, légalement convoqués, se sont réunis à la salle des fêtes « 3 rue des Carrières » à 35560 SAINT REMY DU PLAIN, sous la présidence de Monsieur Christian Hubert.

Présents : M. Hubert, M. Houdus, M. Janvier, M. Boulmer, M. Gaigne, Mme Meignan, M. De Gouvion Saint Cyr, M. Hervé, M. Helbert, Mme Eslhout, M. Jean Frédéric Sourdin,
Mme Launay, M. Pierre Sourdin, M. Vallée, Mme Montembault, Mme Cellier-Chenoir, M. Retoré, Mme Perrin, Mme Chataignier, Mme Prunier, Mme Lohier, M. Besnard, Mme Malle, M. Hamard, Mme Boulière, M. De Moncuit, M. Prioul, M. Rapinel

Était présente en tant qu'élue suppléante avec voix délibérante : Mme Bobon,

Étaient présents en tant qu'élus suppléants sans voix délibérante : M. Jobert,

Absents excusés ayant donné pouvoir : Mme Jouaux représentée par Mme Prunier, Mme Balusson représentée par Mme Chataignier, M. Monthorin représenté par M. Helbert, Mme Gobé représentée par M. Gaigne, M. Avril représenté par M. Houdus

Absents excusés : M. Rault, M. Dubreil-Jardin, Mme Blaise

Absents : Mme Machard, M. Germain

Madame Laetitia MEIGNAN est désignée secrétaire de séance.

AFFAIRE INSCRITE A L'ORDRE DU JOUR

2024_45_020_7.1 : Vote du Pacte Financier et Fiscal

Monsieur Jean-Claude BOULMER, Vice-Président en charge des Finances et du Foncier, rappelle que les élus avaient souhaité élaborer un Pacte Financier et Fiscal.

Monsieur BPOULMER rappelle les principales étapes de cette élaboration.

Rappels des différentes étapes du Pacte Financier et Fiscal (PFF)

Envoyé en préfecture le 22/05/2024
Reçu en préfecture le 22/05/2024
Publié le
ID : 035-200070688-20240312-2024_45-DE

mercredi 22 mars 2023	COTECH	Lancement de la démarche
jeudi 20 avril 2023	Maires, adjoints et DGS	Séminaire de présentation pédagogique de ce que peut être un pacte
mercredi 26 avril 2023	COTECH	Observatoire financier : état des lieux et diagnostic consolidé du territoire
mercredi 17 mai 2023	COPIL	Observatoire financier : état des lieux et diagnostic consolidé du territoire
jeudi 8 juin 2023	COTECH	Prospective et stratégie financière communautaire, réflexion partagée sur les objectifs possibles du pacte
mercredi 28 juin 2023	COPIL	Prospective et stratégie financière communautaire, réflexion partagée sur les objectifs possibles du pacte
jeudi 7 septembre 2023	Maires, adjoints et DGS	Séminaire spécifique consacré aux AC
mercredi 20 septembre 2023	Maires, adjoints et DGS	Rencontres d'échanges avec les 15 communes
mercredi 25 octobre 2023	COTECH	Définition des orientations et des leviers du pactes financier et fiscal
mardi 14 novembre 2023	COPIL	Définition des orientations et des leviers du pactes financier et fiscal
mercredi 6 décembre 2023	COTECH	Validation des orientations et des leviers du pacte financier et fiscal

jeudi 14 décembre 2023	COPIL	Validation des orientations et des leviers du pacte financier et fiscal

Les axes et mesures du Pacte Financier et Fiscal approuvés lors du COPIL du 14 décembre 2023

Lors de leur réunion en date du 14 décembre 2023, les membres du COPIL (Conférence des Maires) ont approuvé un Pacte Financier et Fiscal comprenant les axes et mesures suivants :

☐ Axe 1 : Améliorer l'équité en matière de financement des compétences transférées

➲ **Révision des « Attributions de compétences (AC) » pour plus de lisibilité et d'équité ; toutes les communes paient les mêmes « AC compétences ».**

Propostions retenues

suppression des AC Fonctionnement voirie pour les Communes du COGLAIS et Romazy
paiement d'une AC SDIS pour les Communes du COGLAIS et Romazy (moyenne 2021-2023)
suppression des AC dites « orphelines »

La proposition correspondante de revoyure des AC est la suivante :

Rappel des AC actuelles

Envoyé en préfecture le 22/05/2024
Reçu en préfecture le 22/05/2024
Publié le
ID : 035-200070688-20240312-2024_45-DE

Transfert de Charges Couesnon Marches de Bretagne : Attributions actuelles de Compensation												
		AC dites de "départ" =(1)	AC fonctionnement Voirie =(2)	AC Voirie Investisement =(3)	Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) =(4)	Bibilothèque =(5)	Sport =(6)	GEMAPI =(7)	Zone d'Activités Economiques =(8)	Musique à l'école =(9)	Fourrière animale =-10=	Total Des actuelles = (1)+(2)+(3)+(4)+(5)+(6)+(7)+(8)+(9)+(10) = (11)
Ex Communauté du Coglais												0
	Chatelier	7 309,00	-19 506,00	-9 065,07				-3 186,70				-24 448,77
	Les Portes du Coglais	55 728,00	-64 759,50	-38 011,83				-9 406,70				-56 450,03
	Maen Roch	588 724,00	-67 271,25	-71 219,52				-13 969,75		-5 153,91		431 109,57
	Saint Germain	101 858,00	-53 167,50	-34 359,55				-9 010,87				5 320,08
	Saint Hilaire	9 829,00	-45 096,00	-21 114,69				-4 190,73				-60 572,42
	Saint Marc	87 178,00	-35 571,75	-25 140,40				-6 946,16				19 519,69
	Tiercent	-2 469,00	-5 604,00	-3 025,16				-1 100,00				-12 198,16
Ex CdC Antrain Communauté	Val Couesnon	467 674,00	33 505,68	-79 861,27	-66 130,00	-8 219,00	-11 624,00	-16 064,78	-312,00		4 160,65	323 129,28
	Bazouges La Pérouse	100 218,00	8 567,40	-39 399,47	-28 727,00	-4 920,00	-1 677,00	-4 190,00			1 770,35	31 642,28
	Chauvigné	36 219,00	5 050,46	-13 895,51	-11 304,00			-3 021,13			804,41	13 853,23
	Marcillé Raoul	120 664,00	7 559,89	-20 441,70	-12 203,00			-1 146,00	-560,00		766,41	94 639,60
	Noyal Sous Bazoges	12 218,00	3 398,60	-10 756,42	-5 891,00			-875,00			377,97	-1 527,85
	Rimou	8 238,00	4 650,96	-8 844,33	-5 550,00			-787,00			331,44	-1 960,93
	Saint Rémy	9 736,00	7 073,92	-13 829,76	-11 519,00			-1 785,00	-254,00		814,84	-9 763,00
Commune provenant d'une autre CdC	Romazy	10 738,00	-7 650,00	-4 782,13				-584,00				-2 278,13
	Total											750 014,44

La procédure de revoyure dans le cadre du PFF

Transfert de Charges Communauté de Communes Couesnon Marches de Bretagne : la revoyure proposée dans le cadre du PFF														
Communes		Montant des Attributions de Compensation (AC) suivant le rapport de la CLECT du 12 mars 2024											Pour information rappel AC actuelles =(12)	Pour informationn Différences entre AC Actuelles et revoyure= (11)-(12)
		AC dites de "départ" =(1)	AC fonctionnement Voirie =(2)	AC Voirie Investisement =(3)	SDIS (Service Départemental d'Incendie et de Secours) =(4)	Bibilothèque =(5)	Sport =(6)	GEMAPI =(7)	Zone d'Activités Economiques =(8)	Musique à l'école =(9)	Fourrière animale =-10=	Total DesAC suivant rapport CLECT du 12 mars 2024 = (1)+(2)+(3)+(4)+(5)+(6)+(7)+(8)+(9)+(10)= (11)		
Ex Communauté du Coglais														
	Chatelier	7 309,00		-9 065,07	-6 671,67			-3 186,70				-11 614,44	-24 448,77	-12 834,33
	Les Portes du Coglais	55 728,00		-38 011,83	-36 769,67			-9 406,70				-28 460,20	-56 450,03	-27 989,83
	Maen Roch	588 724,00		-71 219,52	-78 407,33			-13 969,75				425 127,40	431 109,57	5 982,17
	Saint Germain	101 858,00		-34 359,55	-32 785,33			-9 010,87				25 702,25	5 320,08	-20 382,17
	Saint Hilaire	9 829,00		-21 114,69	-15 915,33			-4 190,73				-31 391,75	-60 572,42	-29 180,67
	Saint Marc	87 178,00		-25 140,40	-26 019,00			-6 946,16				29 072,44	19 519,69	-9 552,75
	Le Tiercent	-2 469,00		-3 025,16	-2 828,67			-1 100,00				-9 422,83	-12 198,16	-2 775,33
														0,00
Ex CdC Antrain Communauté	Val Couesnon	467 674,00	33 505,68	-79 861,27	-66 130,00			-16 064,78			4 160,65	343 284,28	323 129,28	-20 155,00
	Bazouges La Pérouse	100 218,00	8 567,40	-39 399,47	-28 727,00			-4 190,00			1 770,35	38 239,28	31 642,28	-6 597,00
	Chauvigné	36 219,00	5 050,46	-13 895,51	-11 304,00			-3 021,13			804,41	13 853,23	13 853,23	0,00
	Marcillé Raoul	120 664,00	7 559,89	-20 441,70	-12 203,00			-1 146,00			766,41	95 199,60	94 639,60	-560,00
	Noyal Sous Bazouges	12 218,00	3 398,60	-10 756,42	-5 891,00			-875,00			377,97	-1 527,85	-1 527,85	0,00
	Rimou	8 238,00	4 650,96	-8 844,33	-5 550,00			-787,00			331,44	-1 960,93	-1 960,93	0,00
	Saint Rémy	9 736,00	7 073,92	-13 829,76	-11 519,00			-1 785,00			814,84	-9 509,00	-9 763,00	-254,00
Commune provenant d'une autre CdC	Romazy	10 738,00		-4 782,13	-4 145,33			-584,00				1 226,54	-2 278,13	-3 504,67
	Total	1 613 862,00	69 806,91	-393 746,81	-344 866,33	0,00	0,00	-76 263,82	0,00	0,00	9 026,07	877 818,02	750 014,44	-127 803,58

Cette revoyure aboutit pour la Communauté de Communes a une perte financière annuelle de 127 804 € .

La procédure de revoyure

La procédure de revoyure des AC s'inscrit dans le cadre de l'article 1609 nonies C V 1 bis du Code Général des Impôt relatives aux modalités d'une revoyure dite libre des Attributions de Compensation (AC)

Elle devra être approuvée par délibérations concordantes du Conseil Communautaire (majorité qualifiée des 2 /3) et des Conseil Municipaux des Communes concernées.

Autrement dit, chaque Commune dont l'AC est modifié par la revoyure devra soumettre cette revoyure à son Conseil Municipal.

Envoyé en préfecture le 22/05/2024
Reçu en préfecture le 22/05/2024
Publié le
ID : 035-200070688-20240312-2024_45-DE

Enfin, les modalités de revoyure des AC doivent avoir été établies et proposées en Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) dont le rapport devra être soumis au Conseil Communautaire et aux Conseils Municipaux

Monsieur Jean-Claude BOULMER précise que la CLECT s'est réunie ce jour en amont du présent Conseil Communautaire et qu'elle a unanimement approuvé la revoyure proposée ainsi que ses modalités de calcul.

Monsieur Jean Claude BOULMER présente d'ailleurs le rapport de la CLECT du 12 mars 2024 qui dresse un état lieu des AC actuelles, définit les objectifs de la revoyure et le contenu de la revoyure

☐ Axe 2 : Créer de nouvelles solidarités redistributives à destination des Communes

➲ Instaurer une dotation de solidarité communautaire (DSC)

Toutes les Communes doivent légalement percevoir une DSC si elle est instituée.

Dès lors qu'une DSC est instituée, sa répartition est librement fixée par le conseil communautaire selon des critères qui tiennent compte majoritairement :

- ✓ De l'écart au revenu par habitant moyen
- ✓ Et de l'insuffisance de potentiel fiscal ou financier par habitant de chaque commune au regard de la moyenne du territoire,
- ✓ Ces deux critères étant pondérés par la population et devant justifier au moins 35% de la répartition de ladite DSC.

- **Enveloppe de 100 000 € /an**

Scénario DSC retenu lors du COPIL du 14 décembre 2023 :

Envoyé en préfecture le 22/05/2024
Reçu en préfecture le 22/05/2024
Publié le
ID : 035-200070688-20240312-2024_45-DE

Enveloppe	100 000		
Critères de répartition	Pop° DGF pondérée par insuffisance de Potentiel financier par habitant	Pop° DGF pondérée par insuffisance de revenu moyen par habitant	Pop° DGF des communes n'ayant pas d'équipements communautaires sur leur territoire
Poids des sous-enveloppes	26,00%	25,00%	49,00%
Sous-enveloppes à répartir	*26 000*	*25 000*	*49 000*

	Pop° DGF pondérée par insuffisance de Potentiel financier par habitant	Pop° DGF pondérée par insuffisance de revenu moyen par habitant	Pop° DGF des communes n'ayant pas d'équipements communautaires sur leur territoire	Total en €	Total en €/habitant
BAZOUGES-LA-PEROUSE	2 147	2 187	0	**4 333**	**2,2**
CHAUVIGNE	1 090	759	10 011	**11 860**	**13,7**
LE CHATELLIER	622	441	5 290	**6 352**	**13,9**
LE TIERCENT	285	185	2 332	**2 801**	**13,9**
LES PORTES DU COGLAIS	3 102	2 707	0	**5 809**	**2,4**
MAEN ROCH	5 126	5 517	0	**10 643**	**2,0**
MARCILLE-RAOUL	710	811	8 921	**10 442**	**13,6**
NOYAL-SOUS-BAZOUGES	462	390	4 849	**5 701**	**13,6**
RIMOU	442	454	4 559	**5 456**	**13,9**
ROMAZY	328	261	3 190	**3 779**	**13,7**
SAINT-GERMAIN-EN-COGLES	2 641	2 303	0	**4 944**	**2,3**
SAINT-HILAIRE-DES-LANDES	1 454	1 180	0	**2 634**	**2,4**
SAINT-MARC-LE-BLANC	2 111	1 822	0	**3 933**	**2,3**
SAINT-REMY-DU-PLAIN	1 047	934	9 849	**11 830**	**13,9**
VAL-COUESNON	4 433	5 050	0	**9 483**	**2,1**
TOTAL	**26 000**	**25 000**	**49 000**	**100 000**	**4,3**

➲ Instaurer un fonds de concours

Dérogeant au principe d'exclusivité, ce mécanisme de financement croisé entre l'EPCI et ses communes est soumis à trois conditions limitatives :

- ✓ Il doit s'agir d'une volonté réciproque des parties prenantes, car il nécessite l'expression d'un accord concordant des organes délibérants.
- ✓ Il doit servir à financer le fonctionnement ou la réalisation d'un équipement, au sens de la notion comptable d'immobilisation corporelle.
- ✓ Et sur une opération ou un équipement donné, le montant total des fonds de concours ne peut excéder la part du financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours.

Scénario fonds de concours retenu tenu lors du COPIL du 14 décembre 2023 :

① Les fonds de concours descendants (de la Communauté de Communes aux Communes)

☐ **L'enveloppe** : une enveloppe unique de 300 K € sur 3 ans (2024, 2025 et 2026), avec un engagement possible maximum de 150 k € sur un seul exercice.

☐ **Les dépenses communales éligibles :**

- ✓ Logement conventionné (= logement social) réalisé en "100 % maîtrise d'ouvrage communale"
- ✓ Les mobilités douces
- ✓ Les Maisons d'Assistantes Maternelles
- ✓ Les "derniers" commerces stratégiques
- ✓ Les équipements sportifs en compatibilité avec les projets du schéma décennal
- ✓ Les aménagements touristiques
- ✓ Les réserves incendies (dont clôture et aménagement) avec un plancher de dépenses à 2 000 €

Envoyé en préfecture le 22/05/2024
Reçu en préfecture le 22/05/2024
Publié le
ID : 035-200070688-20240312-2024_45-DE

☐ Un taux de concours maximum : un taux maximum de 20% de la dépense totale HT du projet concerné.

☐ Des montants « mini » et « maxi » du fonds de concours : un minimum de 10 K € et un maximum de 30 K € par projet (sauf réserves incendies : 2 000 € de dépenses éligibles minimum).

☐ Un Projet par Commune et par an et redistribution possible si crédits restants

② Les fonds de concours ascendants (des Communes à la Communauté de Communes)

Le principe est acté d'une participation de la Commune d'implantation au financement du nouvel équipement communautaire.

Les modalités restent à définir.

☐ Axe 3 : Mieux partager la fiscalité sur le territoire

➲ **Partager une part de l'IFER (Impositions Forfaitaires des Entreprises de Réseaux) éolien communautaire entre la Communauté de Communes et les communes d'implantation.**

La loi prévoit que les produits d'IFER acquittés sur les éoliennes entrant en service après le 1er janvier 2019 soient répartis par l'administration fiscale de la manière suivante :

- ✓ Commune d'implantation : 20%
- ✓ EPCI à fiscalité propre : 50%
- ✓ Département : 30%

La proposition de modification dans le cadre du PFF :

- ✓ **Commune d'implantation : 40%**
- ✓ **EPCI à fiscalité propre : 30%**
- ✓ **Département : 30%**

Il en résulte les projections suivantes de réparation de l'IFER éolien.

Envoyé en préfecture le 22/05/2024
Reçu en préfecture le 22/05/2024
Publié le
ID : 035-200070688-20240312-2024_45-DE

Fiscalité Eolien **Sur Couesnon Marches de Bretagne**

1 site en production : Noyal / Bazouges — 1 site en cours d'installation :Marcillé Raoul — 1 site en projet au stade de l'enquête : St Rémy du Plain

Recettes fiscales projetées (base 2023)

IFER Eolien				IFER Total	**Répartition Habituelle**			**Répartition Proposée N°1**			**Répartition Proposée N°2**		
	€ / KW	Installé	KW		Département	EPCI	Commune	Département	EPCI	Commune	Département	EPCI	Commune
Marcillé Raoul					30%	50%	20%	30%	20%	50%	30%	30,00%	40,00%
	8,16	13,2 MW	13200	107 712 €	32 314 €	53 856 €	21 542 €	32 314 €	21 542 €	53 856 €	32 314 €	32 314 €	43 085 €
Noyal / Bazouges													
	8,16	12 MW	12000	97 920 €	29 376 €	48 960 €	19 584 €	29 376 €	19 584 €	48 960 €	29 376 €	29 376 €	39 168 €
				Sous total	**61 690 €**	**102 816 €**	**41 126 €**	**61 690 €**	**41 126 €**	**102 816 €**	**61 690 €**	**61 690 €**	**82 253 €**
St Rémy du Plain													
	8,16	6 MW	6000	48 960 €	14 688 €	24 480 €	9 792 €	14 688 €	9 792 €	24 480 €	14 688 €	14 688 €	19 584 €
				Total	**76 378 €**	**127 296 €**	**50 918 €**	**76 378 €**	**50 918 €**	**127 296 €**	**76 378 €**	**76 378 €**	**101 837 €**
CFE	(calcul sur Base Parc Noyal/ Bazouges)												
	€ / KW	Installé	KW										
Marcillé Raoul						100%			100%			100%	
		13,2 MW	13200	11 220 €		11 220 €			11 220 €			11 220 €	
Noyal / Bazouges													
	8,16	12 MW	12000	10 200 €		10 200 €			10 200 €			10 200 €	
				Sous total	**0 €**	**21 420 €**	**0 €**	**0 €**	**21 420 €**	**0 €**	**0 €**	**21 420 €**	**0 €**
St Rémy du Plain													
	8,16	6 MW	6000	5 100 €		5 100 €			5 100 €			5 100 €	
				Total	**0 €**	**26 520 €**	**0 €**	**0 €**	**26 520 €**	**0 €**	**0 €**	**26 520 €**	**0 €**
CVAE	(calcul sur Base Parc Noyal/ Bazouges)												
	€ / KW	Installé	KW										
Marcillé Raoul						100%			100%			100%	
		13,2 MW	13200	15 653 €		15 653 €			15 653 €			15 653 €	
Noyal / Bazouges													
	8,16	12 MW	12000	14 230 €		14 230 €			14 230 €			14 230 €	
				Sous total	**0 €**	**29 883 €**	**0 €**	**0 €**	**29 883 €**	**0 €**	**0 €**	**29 883 €**	**0 €**
St Rémy du Plain													
	8,16	6 MW	6000	7 115 €		7 115 €			7 115 €			7 115 €	
				Total	**0 €**	**36 998 €**	**0 €**	**0 €**	**36 998 €**	**0 €**	**0 €**	**36 998 €**	**0 €**
		Total Général			**76 378 €**	**190 814 €**	**50 918 €**	**76 378 €**	**114 436 €**	**127 296 €**	**76 378 €**	**139 896 €**	**101 837 €**
				Ecarts Valeurs EPCI / Communes					-12 860 €			38 059 €	
				% Après Répartition	24,0%	60,0%	16,0%	24,0%	36,0%	40,0%	24,0%	44,0%	32,0%
				% Après Répartition / EPCI et Communes		78,9%	21,1%		47,3%	52,7%		57,9%	42,1%

➲ Partager une part de la croissance future des produits communaux de foncier bâti sur les zones d'activités

Proposition du PFF : reversement annuel de 50 % des produits communaux de taxe sur le foncier pour les nouveaux bâtiments construits sur les zones d'activités Communautaires.

Le Conseil Communautaire est invité à se prononcer sur le Pacte Financier et Fiscal de la Communauté de Communes.

Vu l'exposé de Monsieur Jean-Claude BOULMER,

Après débat et en avoir délibéré à l'unanimité :

- **Approuve le Pacte Financier et Fiscal présenté,**

- **Décide que ce Pacte Financier et Fiscal entrera en viseur au 1er juillet 204 et que les mesures, qui y figurent et exposées ci-dessus, seront appliquées au prorata temporis, à compter de cette date.**

- **Prend acte des modalités de revoyure des AC, conformément à l'article 1609 nonies C V 1 bis du Code Général des Impôt relatives aux modalités d'une revoyure dite libre des Attributions de Compensation (AC)**

Envoyé en préfecture le 22/05/2024
Reçu en préfecture le 22/05/2024
Publié le
ID : 035-200070688-20240312-2024_45-DE

La revoyure devra être approuvée par délibérations concordantes du Conseil Communautaire (majorité qualifiée des 2 /3) et des Conseil Municipaux des Communes concernées.
Autrement dit, chaque Commune dont l'AC est modifiée par la revoyure devra soumettre cette revoyure à son Conseil Municipal.
Les modalités de revoyure des AC doivent avoir été établies et proposées en Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) dont le rapport devra être soumis au Conseil Communautaire et aux Conseils Municipaux

➢ **Décide d'instaurer, dans le cadre du PFF, les mesures suivantes :**

① Revoyure des Attributions de Compensation selon les modalités et montants précisés ci-dessus (sous réserve du respect de la procédure de revoyure susvisée).

② Instauration d'une Dotation de Solidarité Communautaire (DSC) de 100 000 €/an (50 000 € en 2024, le PFF étant applicable à compter du 1er janvier 2024), selon les clefs de réparation et montants suivants.

Répartition annuelle de la DSC (100 000 €) : tableau ci-dessous :

Enveloppe	**100 000**				
Critères de répartition	Pop° DGF pondérée par insuffisance de Potentiel financier par habitant	Pop° DGF pondérée par insuffisance de revenu moyen par habitant	Pop° DGF des communes n'ayant pas d'équipements communautaires sur leur territoire		
Poids des sous-enveloppes	26,00%	25,00%	49,00%		
Sous-enveloppes à répartir	*26 000*	*25 000*	*49 000*		
	Pop° DGF pondérée par insuffisance de Potentiel financier par habitant	Pop° DGF pondérée par insuffisance de revenu moyen par habitant	Pop° DGF des communes n'ayant pas d'équipements communautaires sur leur territoire	**Total en €**	**Total en €/habitant**
BAZOUGES-LA-PEROUSE	2 147	2 187	0	**4 333**	**2,2**
CHAUVIGNE	1 090	759	10 011	**11 860**	**13,7**
LE CHATELLIER	622	441	5 290	**6 352**	**13,9**
LE TIERCENT	285	185	2 332	**2 801**	**13,9**
LES PORTES DU COGLAIS	3 102	2 707	0	**5 809**	**2,4**
MAEN ROCH	5 126	5 517	0	**10 643**	**2,0**
MARCILLE-RAOUL	710	811	8 921	**10 442**	**13,6**
NOYAL-SOUS-BAZOUGES	462	390	4 849	**5 701**	**13,6**
RIMOU	442	454	4 559	**5 456**	**13,9**
ROMAZY	328	261	3 190	**3 779**	**13,7**
SAINT-GERMAIN-EN-COGLES	2 641	2 303	0	**4 944**	**2,3**
SAINT-HILAIRE-DES-LANDES	1 454	1 180	0	**2 634**	**2,4**
SAINT-MARC-LE-BLANC	2 111	1 822	0	**3 933**	**2,3**
SAINT-REMY-DU-PLAIN	1 047	934	9 849	**11 830**	**13,9**
VAL-COUESNON	4 433	5 050	0	**9 483**	**2,1**
TOTAL	**26 000**	**25 000**	**49 000**	**100 000**	**4,3**

Envoyé en préfecture le 22/05/2024
Reçu en préfecture le 22/05/2024
Publié le
ID : 035-200070688-20240312-2024_45-DE

Pour 2024, les montants des DSC par Commune dans le tableau ci-dessus (colonne « total en € ») seront divisées par deux, le Pacte Financier et Fiscal étant applicable au 1er juillet 2024.

③ Instauration de fonds de concours aux Communes :

Les modalités d'attribution de ces fonds de concours sont les suivantes :

☐ L'enveloppe : une enveloppe unique de 300 K € sur 3 ans (2024, 2025 et 2026), avec un engagement possible maximum de 150 k € sur un seul exercice.

☐ Les dépenses communales éligibles :

- ✓ Logement conventionné (= logement social) réalisé en "100 % maîtrise d'ouvrage communale"
- ✓ Les mobilités douces
- ✓ Les Maisons d'Assistantes Maternelles
- ✓ Les "derniers" commerces stratégiques
- ✓ Les équipements sportifs en compatibilité avec les projets du schéma décennal
- ✓ Les aménagements touristiques
- ✓ Les réserves incendies (dont clôture et aménagement) avec un plancher de dépenses à 2 000 €

☐ Un taux de concours maximum : un taux maximum de 20% de la dépense totale HT du projet concerné.

☐ Des montants « mini » et « maxi » du fonds de concours : un minimum de 10 K € et un maximum de 30 K € par projet **(sauf réserves incendies : 2 000 € de dépenses éligibles minimum).**

☐ Un Projet par Commune et par an et redistribution possible si crédits restants

④ Les fonds de concours ascendants (des Communes à la Communauté de Communes)

Le principe est acté d'une participation de la Commune d'implantation au financement du nouvel équipement communautaire.

Les modalités restent à définir.

⑤ Instauration d'une nouvelle répartition dérogatoire de l'IFER (Imposition Forfaitaire des Entreprises de Réseaux) éolien entre la Communauté de Communes et les communes d'implantation

La répartition dérogatoire du produit de l'IFER éolien est la suivante :

- **Commune d'implantation des éoliennes : 40% du produit**
- **Communauté de Communes : 30%**
- **Département : 30% (répartition légale pour laquelle le PFF est sans impact)**

Cette nouvelle répartition dérogatoire devra faire l'objet de conventions de reversement de fiscalité entre chaque Commune concernée et Couesnon Marches de Bretagne.

Envoyé en préfecture le 22/05/2024
Reçu en préfecture le 22/05/2024
Publié le
ID : 035-200070688-20240312-2024_45-DE

⑥ Reversement annuel par chaque Commune sur laquelle se trouve une zone d'activités communautaire de 50 % des produits communaux de taxe sur le foncier pour les nouveaux bâtiments construits sur ces zones.

Cette nouvelle répartition dérogatoire devra faire l'objet de conventions de reversement de fiscalité entre chaque Commune concernée et Couesnon Marches de Bretagne.

POUR EXTRAIT CONFORME
LE PRESIDENT
CHRISTIAN HUBERT